

AIF – Réunion internationale en Bulgarie le 6 septembre 2024

Discours d'ouverture par Iliana Balabanova, Présidente du Lobby européen des femmes (LEF)

Chères dames, chers invitées, féministes et défenseuses des droits humains des femmes, chères amies,

C'est un honneur pour moi de me trouver devant vous aujourd'hui en cette occasion mémorable, la conférence de l'une des premières organisations internationales de femmes. Bienvenue en Bulgarie ! Fondé au septième siècle, mon pays est l'un des plus anciens États du continent européen. La Bulgarie n'est pas seulement ancienne, elle est aussi très belle, et j'espère que vous prendrez le temps de découvrir la nature, la gastronomie et l'hospitalité bulgares.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer au nom du Lobby européen des femmes. Je m'appelle Iliana Balabanova et je suis la présidente du Lobby européen des femmes, le plus grand réseau européen d'associations de femmes représentant au total plus de 2000 organisations dans 26 États membres de l'Union Européenne, de quatre pays candidats, d'un ancien État membre de l'UE et d'un pays de l'Association européenne de libre-échange, ainsi que 17 organisations européennes représentant la diversité des femmes et des jeunes filles en Europe. Le Lobby européen des femmes (LEF) rassemble le mouvement des femmes en Europe afin d'influencer le grand public et les institutions européennes en faveur des droits humains des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Nous avons la vision d'une Europe féministe, dans laquelle toutes les femmes et les filles jouissent de droits égaux et participent aux structures de pouvoir et de prise de décision à tous les niveaux de la société. Libérées de toutes les formes d'oppression et d'exploitation, les femmes et les filles jouissent d'une véritable liberté de choix et mènent une vie exempte de sexisme et de toute forme de violence. La contribution des femmes à tous les aspects de la vie sociale, politique et culturelle est reconnue, récompensée et célébrée.

Comme je suis personnellement convaincue que les femmes sont porteuses d'espoir et accélèrent le progrès, je voudrais profiter du fait que vous vous trouvez dans mon pays d'origine pour vous présenter brièvement les femmes bulgares. Les femmes qui ont lancé le mouvement des femmes bulgares en 1857 en fondant la première société de femmes en Bulgarie avaient pour objectif d'**éduquer les femmes**. À la fin du **XIXe siècle, les femmes bulgares ont obtenu le droit d'étudier à l'université**, après la **création d'un mouvement actif qui s'est battu pour ce droit**. Jusqu'à ce jour, l'université de Sofia n'admettait pas les femmes comme étudiantes, et ce n'est que grâce à l'action des femmes que l'on a pris conscience de cette grande injustice. Cependant, des années plus tard, jusqu'en 1945, les avocates et les doctresses en médecine n'étaient toujours pas autorisées à exercer leur profession, simplement parce que, selon la conception de la société bulgare, ces professions ne sont pas féminines.

Les femmes bulgares ont obtenu le droit de vote en 1937, mais seulement si elles étaient mères et avaient un mariage légal, et seulement pour les élections locales. En 1938, les femmes « mariées, divorcées ou veuves » de plus de 21 ans ont obtenu le droit de vote aux élections législatives. Ce droit ne s'appliquait pas aux femmes non mariées. Les femmes bulgares ont obtenu l'égalité des droits de vote en 1944. Le changement de régime politique en 1944 a marqué un tournant historique rapide. Pendant le socialisme d'État (1944-1989), le mouvement des femmes a été centralisé au sein d'une unité du département des femmes du parti communiste bulgare. **Les « tribunaux des camarades » étaient chargés d'intervenir dans les questions familiales et de décider de la marche à suivre dans les cas d'alcoolisme, de violence domestique et d'adultère. Au sein de l'appareil du parti, la question des femmes a d'abord été réduite au silence.**

La chute du socialisme d'État en 1989 et la transformation économique qui s'en est suivie ont affecté à la fois les citoyens et les institutions et ont conduit à la dissolution totale des anciennes organisations de femmes. Les recherches menées en Europe de l'Est et plus particulièrement en Bulgarie montrent que la transition vers la démocratie libérale et le capitalisme de marché après 1989 a eu des effets ambigus sur les femmes de l'ancien monde socialiste. Les tendances conservatrices ont porté atteinte aux droits reproductifs des femmes et remis en question la légitimité de leur travail en dehors de la maison, et la crise économique, une réorganisation complète des anciennes dispositions en matière de politique sociale, avec un État minimal, a entraîné une réduction des prestations universelles et de l'assurance sociale. Cela a entraîné une augmentation de la **pauvreté chez les enfants et les femmes, et une détérioration de la position des femmes sur le marché du travail. Toutefois, dans le nouveau système mis en place après 1990, les droits civils et politiques ont été renforcés. C'est un avantage pour la société civile en général. Ces droits permettent de faire valoir les intérêts des groupes ; ils servent donc efficacement les intérêts des femmes.**

La situation actuelle a changé. La Bulgarie fait aujourd'hui partie de l'UE et de l'OTAN. Cependant, la Bulgarie a refusé de ratifier la Convention d'Istanbul et la Cour constitutionnelle bulgare a déclaré la Convention inconstitutionnelle. La Convention d'Istanbul fait toujours l'objet d'un débat aux proportions épiques qui a divisé la société civile bulgare. Les organisations et formations politiques de droite ainsi que les membres les plus conservateurs de la société répandent des idées fausses et des sophismes autour de la Convention : par exemple, l'inclusion de la notion de « troisième sexe » - les personnes qui ne s'identifient ni comme homme ni comme femme, ou la légalisation du mariage entre personnes du même sexe, etc. **Le refus de la Bulgarie de ratifier la Convention d'Istanbul est une manifestation nationale d'un mouvement mondial anti-femmes qui circule au niveau transnational.**

Ces déformations grossières diabolisent les organisations qui travaillent à la prévention et à la lutte contre la violence à l'égard des femmes, ainsi que toute personne qui sollicite leur aide. Elles réduisent au silence le débat sur cette violence et, plus généralement, sur la discrimination à l'égard des femmes. Elles renforcent l'idée que la violence familiale est une affaire privée, voire acceptable. Ce sexisme brutal émanant de la plus haute tribune politique se propage quotidiennement, devenant ainsi la norme et le modèle de discours et de comportement. Par

exemple, la Bulgarie n'a pas de quota de femmes ni d'autres mesures de discrimination positive applicables au système électoral. Au début du mois d'août 2024, le Parlement bulgare a adopté une loi qui interdit la « propagande » en faveur d'une « orientation sexuelle non traditionnelle » dans les écoles, sans expliquer ce que signifie la propagande, sans préciser quelles « idées et opinions » seraient considérées comme illégales, mais avec une restriction sur le fait même de parler de l'orientation sexuelle. Cette législation suscite l'indignation et des protestations. Une pétition contre la législation a été lancée, demandant au président bulgare d'opposer son veto au projet de loi.

En l'absence de politiques et d'actions adéquates pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes, les femmes bulgares sont confrontées à un modèle patriarcal qui est ravivé grâce à un mouvement d'extrême droite qui recadre et déforme la signification du « féminisme ». Malheureusement, cela ne se produit pas seulement en Bulgarie, mais plus largement la tendance n'est pas non plus en Europe et dans le monde entier !

Malgré les progrès réalisés, les droits des femmes et des filles en Europe sont confrontés à des revers et à de nombreux défis, notamment la violence, la discrimination et les discours de haine. Ainsi, en ce début de XXI^e siècle, l'objectif de l'égalité entre les femmes et les hommes reste difficile à atteindre.

Les déséquilibres persistants en matière d'égalité des chances affectent les perspectives de développement social et économique à long terme et, en ce sens, ont également un effet négatif sur les générations futures.

Dans l'UE aujourd'hui, toujours :

- 1 femme sur 3 a subi des violences physiques et/ou sexuelles.
- 1 femme sur 2 a été victime de harcèlement sexuel depuis l'âge de 15 ans
- Chaque jour, plus de 6 femmes sont tuées par leur partenaire ou ex-partenaire
- Les femmes gagnent en moyenne 0,87 € pour 1 € gagné par les hommes.
- Les pensions des femmes sont inférieures de 40 % à celles des hommes, ce qui signifie que pour 100 € perçus par les hommes, les femmes perçoivent 60 €.
- Les femmes représentent aujourd'hui 38,5 % du Parlement européen ; cette proportion est inférieure de 2,1 points de pourcentage à celle de la législature précédente (40,6 %), ce qui constitue la première baisse significative depuis l'instauration des élections directes en 1979.

Il y a un autre fait alarmant. Après les élections européennes de juin 2024, le nombre d'eurodéputés issus de partis d'extrême droite qui prêchent ouvertement des politiques dirigées contre les droits des femmes est passé à 187 sur un total de 720 sièges.

Des experts indépendants prévoient trois scénarios possibles en matière d'égalité des sexes :

- Des avancées sur le marché du travail (en particulier dans le domaine de l'entrepreneuriat) et un soutien modéré à la violence contre les femmes et les filles

(bien qu'une action visant à faire du viol un crime européen soit peu probable),
ou

- Stagnation des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes, si ce n'est pas le cas
- une régression, toujours possible, comme l'illustre la citation de Simone de Beauvoir : « Il suffit d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en cause. Il faut donc rester vigilante tout au long de sa vie. » Pour preuve, l'abolition du droit à l'avortement en Pologne et les tendances en Italie et en Hongrie, ou encore la régression de/vers la Convention d'Istanbul par des gouvernements qui ont signé la Convention, mais dont les parlements ne l'ont pas ratifiée. La force des députés européens qui travaillent contre les droits des femmes se mesurera à la progression des croyances stéréotypées nuisibles, à l'utilisation du terme « idéologie du genre », à la rhétorique xénophobe, raciste et homophobe et à l'augmentation de la violence à l'égard des femmes.

La situation dans le monde entier est en effet préoccupante.

- Les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes persistent à l'échelle mondiale, et le rythme du changement reste lent. Les efforts visant à combler l'écart de rémunération devraient inclure des politiques promouvant l'égalité salariale, la transparence et la lutte contre les préjugés inconscients.
- Le mariage des enfants : Les 15,5 millions de filles qui risquent d'être mariées dans les 16 prochaines années sont confrontées à d'immenses défis. Le mariage précoce conduit souvent à une éducation limitée, à des risques pour la santé et perpétue l'inégalité entre les sexes. Le plaidoyer, les réformes juridiques et la sensibilisation des communautés sont essentiels pour lutter contre le mariage des enfants.
- Accès à l'éducation : Il est difficile d'imaginer qu'il existe encore aujourd'hui des filles qui n'ont jamais vu l'intérieur d'une salle de classe. Elles ne se sont jamais assises à un bureau en anticipant les leçons de la journée. Pourtant, selon l'UNESCO, 129 millions de filles ne sont pas scolarisées, dont 50 millions en Afrique subsaharienne. L'éducation est un droit fondamental. L'investissement dans les infrastructures, la formation des enseignants et l'élimination des obstacles (tels que la distance et les normes culturelles) peuvent améliorer l'accès à l'éducation.

Chères amies, nous ne pouvons pas rester ici aujourd'hui et prétendre que le monde se porte bien, car ce n'est pas le cas ! Nous sommes profondément troublées par la souffrance de nos sœurs dans toutes les parties du monde où il y a des conflits, des tensions et des guerres. La guerre est une expression extrême du patriarcat. Les femmes sont des agents de changement et doivent avoir la possibilité de jouer un rôle moteur dans la paix mondiale et la sécurité humaine.

Nous devons collectivement œuvrer à l'avènement d'un monde plus équitable, où chaque individu a les mêmes chances, quel que soit son sexe. Nous sommes confrontées à de nouveaux défis. Alors que le monde est actuellement façonné par des avancées technologiques rapides,

l'intersection de l'intelligence artificielle (IA) et de la violence à l'égard des femmes et des filles est apparue comme une préoccupation essentielle.

Cette année, 2024, est une année importante pour les élections, avec des élections dans plus de 50 pays. Cette année peut donc devenir un tournant à bien des égards, notamment en ce qui concerne la paix et la sécurité mondiale. Le monde entier attend les résultats des élections américaines de novembre. Mais il est merveilleux de voir la société féministe se réjouir déjà de la possibilité d'avoir la première femme présidente des États-Unis. Kamala Harris, l'actuelle vice-présidente des États-Unis, a été une ardente défenseuse des droits des femmes.

Je voudrais conclure en soulignant l'importance cruciale de la relation entre l'égalité des sexes et la santé des démocraties. Lorsque les femmes se voient refuser l'égalité des droits, cela sape les fondements mêmes des sociétés démocratiques. La participation des femmes aux processus politiques, l'accès à l'éducation et l'autonomisation économique sont autant d'éléments essentiels à une démocratie prospère. Continuons à plaider pour l'égalité des droits et des chances et pour les droits des femmes dans le monde entier.

Merci, et que ces journées en Bulgarie, journées de solidarité et de mise en réseau, nous inspirent toutes à défendre sans relâche les droits des femmes.

Key speech by Iliana Balabanova, President of the European Women's Lobby (EWL)

IAW – Bankya, 6 September 2024

Dear ladies, esteemed guests, feminists and advocates for women's human rights, dear friends,

It is an honor to stand before you today on this momentous occasion, the Conference of one of the first International Women's organisations. Very welcome in Bulgaria! Founded in the 7th century, my country is one of the oldest states in the European continent. Bulgaria is not only oldest but also very beautiful, and I hope you will find a time to explore Bulgarian nature, food, and hospitality.

Thank you for the opportunity to speak on behalf of the European Women's Lobby. I am Iliana Balabanova and I am the President of the European Women's Lobby, the largest European umbrella network of women's associations representing a total of more than 2000 organisations in 26 EU Member States, four Candidate Countries, one former EU Member State and one European Free Trade Association country, as well as 17 European-wide organisations representing the diversity of women and girls in Europe. The European Women's Lobby (EWL) brings together the women's movement in Europe to influence the general public and European Institutions in support of women's human rights and equality between women and men.

We have a vision of a Feminist Europe, in which all women and girls enjoy equal rights and participation in power and decision-making structures across all levels of society. Liberated from all forms of oppression and exploitation, women and girls have true freedom of choice, and live lives free from sexism and all forms of violence. Women's contribution to all aspects of social, political and cultural life is recognised, rewarded and celebrated.

As I personally believe that women are those who bring hope and accelerate progress, I would like to use the fact that you are in my home country and to briefly introduce Bulgarian women. The women who started the Bulgarian women's movement in 1857 by founding the first women's society in Bulgaria aims **to educate women**. At the end of **the 19th century, women in Bulgaria got the right to study at an university**, after an **active movement was created that fought for this right**. Until, Sofia University did not admit women as students, and it was only thanks to this women's action that attention was paid to this great injustice. However, years after, till 1945, female lawyers and medical doctors were still not allowed to practice their profession, just because according to the understanding of Bulgarian society, these professions are not feminine.

Bulgarian women got the right to vote in 1937, but only if they were/are mothers and had/have a legal marriage, and only in local elections. In 1938, "married, divorced or widowed" women over 21 received the right to vote in parliamentary elections. This does not apply to unmarried women. Women in Bulgaria gained equal voting rights in 1944. With the change of political regime in 1944 a rapid historical turning point occurred. During state socialism (1944-1989), the women's movement was centralized into

a unit within the Female Department of the Bulgarian Communistic Party. **The “Comrade Courts” were given the task of intervening in family issues and deciding how to proceed in cases of alcoholism, domestic violence, and adultery. Within the Party apparatus, the women’s question was initially silenced.**

The fall of state socialism in 1989 came and the subsequent economic transformation affected both citizens and institutions and led to the total dissolution of the former women’s organizations. Research done in Eastern Europe and Bulgaria specifically shows that the transition to liberal democracy and market capitalism after 1989 had ambiguous effects on women in the former socialist world. Conservative trends harmed the reproductive rights of women and questioned the legitimacy of their work outside the home, and the economic crisis, a wholesale reorganisation of former social policy dispositions, with a minimal state, resulted in scaling down of universal and social insurance benefits. This led to an increase in **poverty among children and women, and worsening of the position of women in the labor market. However, in the new system after 1990 civil and political rights have been strengthened. This is a gain for civil society in general. These rights allow the assertion of group interests; hence they effectively serve the interests of women.**

Presently situation is changed. Today Bulgaria is part of the EU and NATO. However, Bulgaria refused to ratify the Istanbul Convention, and the Bulgarian Constitutional Court declared the Convention unconstitutional. The Istanbul Convention is still object of a debate of epic proportions which divided Bulgarian civil society. The right-wing organisations and political formations as well as more conservative members of society are spreading misconceptions and fallacies around the Convention: i.e., the inclusion of the notion of a ‘third sex’ – people who do not identify as male or female, or the legalisation of same sex marriage, etc. **Bulgaria’s refusal to ratify the Istanbul Convention is a national manifestation of a transnationally circulating global anti-women movement.**

These gross misrepresentations demonize organizations working to prevent and respond to violence against women, and anyone who seeks their help. It silences discussion of such violence and, more broadly, of discrimination against women. And it reinforces the idea that family violence is a private matter, and even acceptable. This brutal sexism from the highest political tribune spreads daily, thus becoming the norm and the model of talking and behaving. E.g. Bulgaria does not have gender quota or any other affirmative measures that apply to the electoral system. At the beginning of August 2024 Bulgaria’s Parliament adopted a law which prohibits “propaganda” for “non-traditional sexual orientation” in schools, without explaining what propaganda means, without specification what “ideas and views” would be considered unlawful, but with a restriction on even talking about the sexual orientation. This legislation is sparking outrage and protests. A petition against the legislation has been started, asking the Bulgarian President to veto the Bill.

In the absence of adequate policies and actions to achieve equality between women and men, Bulgarian women are facing a patriarchal model that is being revived thanks to a far-right movement that reframes and misrepresents the meaning of ‘feminism’. Unfortunately, this is happening not only in Bulgaria, but more broadly tendency is not also in Europe and all over the world!

Despite progress, women’s and girls’ rights in Europe face setbacks and numerous challenges, including violence, discrimination, hate speech. So, at the beginning of the twenty-first century, the goal of achieving equality between women and men continues to remain elusive.

Continuing imbalances in equal opportunities affect the prospects for social and economic development in the long term and, in this sense, have a negative effect on future generations as well.

- In the EU today, still:
 - 1 in 3 women have suffered physical and/or sexual violence
 - 1 in 2 women have experienced sexual harassment since the age of 15
 - More than 6 women are killed by their partner or ex-partner every day
 - women earn on average 0.87€ for every 1€ earned by men
 - women's pensions are 40% lower than those of men, which means that for every 100€ men get, women get 60€
 - Women now make up 38.5% of the European Parliament; this share is 2.1 percentage points lower than in the previous term (40.6%), the first significant drop since direct elections started in 1979.

There is one more alarming fact. After the European elections in June 2024. the number of MEPs from far-right parties who openly preach policies directed against women's rights increased to 187 out of a total of 720 seats.

Independent experts predict three possible scenarios regarding gender equality:

- Advances in the labor market (especially in entrepreneurship) and some moderate support for violence against women and girls (although action to make rape a European crime is unlikely), or
- Stagnation in gender equality policies, if not
- A regression, that is always possible, as illustrated by Simone de Beauvoir's quote: "It only takes a political, economic or religious crisis to call into question the rights of women. Therefore, you must remain vigilant throughout your life." Proof of this is the abolition of the right to abortion in Poland and the trends in Italy and Hungary, or the regression from/to the Istanbul Convention by governments that have signed the Convention, but whose parliaments have not ratified it. The strength of MEPs working against women's rights will be measured by the advancement of harmful stereotypical beliefs, the use of the term "gender ideology", xenophobic, racist, homophobic rhetoric and the rise of violence against women.

The situation all over the world is indeed concerning.

- Gender pay gaps persist globally, and the pace of change remains slow. Efforts to close the pay gap should include policies promoting equal pay, transparency, and addressing unconscious biases.
- Child marriage: The 15.5 million girls at risk of child marriage within the next 16 years face immense challenges. Early marriage often leads to limited education, health risks, and perpetuates gender inequality. Advocacy, legal reforms, and community awareness are crucial to combat child marriage.

- Access to Education: It's hard to imagine that there are still girls today that have never seen the inside of a classroom. Never sat at a desk anticipating the day's lessons. But, according to UNESCO, 129 million girls are out of school with 50 million girls in sub-Saharan Africa. Education is a fundamental right. Investment in infrastructure, teacher training, and removing barriers (such as distance and cultural norms) can improve access to education.

Dear friends, we cannot stand here today and pretend the world is in a good place, because it isn't! We are deeply troubled by the suffering of our sisters in every part of the world where there is conflict, tensions and war. War is an extreme expression of patriarchy. Women are agents of change and must be given the space to be in the driving seat for world peace and human security.

We must collectively work toward a more equitable world, where every individual has equal opportunities regardless of gender. We are facing new challenges. Now that the world is currently being shaped by rapid technological advancement, the intersection of Artificial Intelligence (AI) and violence against women and girls has emerged as a critical concern.

This year, 2024, is an important year for elections, with elections in more than 50 countries. So, this year can become a turning point in many regards, especially when it comes to global peace and security. The world is waiting for the results of the USA elections in November. But It's wonderful to see the feminist society already celebrating the possibility of having the first woman president of the United States. Kamala Harris, the current Vice President of the United States, has been a vocal advocate of women's rights.

I would like to conclude by stressing the crucial importance of the relationship between gender equality and the health of democracies. When women are denied equal rights, it undermines the very foundations of democratic societies. Women's participation in political processes, access to education, and economic empowerment are all essential for a thriving democracy. Let's continue advocating for equal rights and opportunities and for women's rights across the globe.

Thank you, and may these days in Bulgaria, days of solidarity and networking inspire us all to be relentless champions for women's rights.